

Les cheminot-e-s en pointe contre le décret-socle et la loi Travail

Ce mardi 26 avril était un jour de grève national dans le secteur ferroviaire, à l'appel de Sud Rail et d'une intersyndicale CGT-CFDT-UNSA. Ce secteur-clé de l'économie connaît depuis 2014 une très forte combativité à la base dans un contexte de libéralisation à marche forcée (ouverture à la concurrence privée, destruction du statut de cheminot-e, etc.).

Aujourd'hui, les cheminot-e-s, qui sont à la pointe du mouvement actuel, ont à nouveau montré leur force en causant l'annulation de nombreux trains, ce qui menace directement les profits des capitalistes.

Guillaume Pépy et la direction de la SNCF ont encore une fois mobilisé les cadres et les non-grévistes pour assurer le service des TGV aux dépens des transports régionaux, faisant ainsi passer les déplacements des cadres et des touristes avant ceux des salarié-e-s les plus fragilisé-e-s qui dépendent du réseau ferroviaire pour aller au boulot. L'État a fait le choix de limiter les provocations policières aujourd'hui.

Ainsi, lors de l'action « Train de la colère » en région parisienne, qui réunissait des centaines de cheminot-e-s, d'étudiant-e-s et d'usager-e-s solidaires pour faire le tour des gares avec banderoles et fumigènes, les CRS étaient d'abord absent-e-s et la police discrète. Ce choix vise à ne pas donner aux cheminot-e-s plus de raisons d'être en colère : ils risqueraient alors de partir en grève reconductible à partir de jeudi 28. Il ne nous a pourtant pas échappé qu'à côté de la flicaille se tenaient les soldats du plan Vigipirate, mitrailleuse à la main pour intimider, comme ils l'ont déjà fait dans de nombreuses manifestations depuis le début du mouvement.

Les bureaucraties syndicales freinent la mobilisation en semant la division et en multipliant les journées d'action (26 et 28 avril, 1er mai) au lieu d'appeler à la grève reconductible jusqu'à la victoire. Pourtant, l'avant-garde cheminote a de nouveau montré la voie aujourd'hui par sa détermination à combattre les projets du gouvernement Hollande-Valls au service du grand patronat.

A bas le décret-socle et le projet de loi Travail !

Grève reconductible interprofessionnelle jusqu'à la victoire !

A bas le gouvernement Hollande-Valls au service du capital !



Vive le pouvoir des travailleur-e-s !

Lakhdar Bouazizi, le 26 avril 2016